

INTERVIEW**JEAN-PAUL HUCHON** PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE**« Nous lançons notre plan transports de 18,6 milliards sans l'Etat »**

Un mois avant l'annonce des mesures évoquées mardi par le président Sarkozy, vous lancez aujourd'hui avec les huit conseils généraux d'Ile-de-France votre plan de mobilisation pour les transports. Pourquoi ne pas chercher à coordonner vos efforts ?

Nous avons commencé à travailler sur le plan de mobilisation en juin dernier et le travail nécessaire avec le ministère de l'Équipement a été accompli. Au mois de novembre, nous avons établi un relevé de conclusions commun. La région Ile-de-France et les huit conseils généraux s'engagent à apporter les deux tiers des 18,6 milliards d'euros nécessaires à l'amélioration fondamentale, en dix ans, du système de transports. Ils demandent le complément à l'Etat, non pas en crédits budgétaires mais sous forme de recettes nouvelles.

A quels types de recettes nouvelles pensez-vous ?

Trois pistes ont été ouvertes : l'augmentation du versement transport par les entreprises, l'adaptation des redevances du Fonds d'aménagement de l'Ile-de-France, le Farif, et l'affectation des plus-values immobilières ou foncières des opérations d'aménagement liées à de grands projets de transport comme Eole.

Pourquoi souhaitez-vous accélérer le mouvement ?

Ce plan a été validé dans sa totalité par le ministère de l'Équipement,

C'est une décision qui engage l'avenir, les priorités et l'effort financier de nos neuf collectivités.

les conseils généraux et la Région. Huit mois se sont passés et il n'y a eu aucun résultat. Pendant ce temps, notre système de transport a connu des dysfonctionnements très lourds et il est apparu qu'il n'était plus possible d'attendre, et certainement pas les élections de 2010, pour avoir une réponse. Les Franciliens le demandent. Je réunis donc aujourd'hui les présidents de conseil général des huit départements de la région pour conclure avec eux le lancement effectif de ce plan de 18,6 milliards, sans attendre une réponse de plus en plus hypothétique de l'Etat.

Comment seront utilisés ces crédits ?

Ce plan comporte trois volets. Tout d'abord, des mesures d'urgence, essentiellement pour les RER, les lignes de métro saturées et la rénovation du matériel de la SNCF et de la RATP.

Le deuxième volet porte sur les opérations à accélérer, axées autour du transport de banlieue à banlieue avec trois projets emblématiques : la rocade Arc Express autour de Paris pour desservir toutes les zones nouvellement urbanisées sans passer par Paris ; le prolongement d'Eole à l'ouest et, enfin, les tangentes : Noisy-le-Sec-Sartrouville, Versailles-Cergy et Massy-Evry.

Le troisième volet du plan comprend des travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, la rénovation des gares et le développement de transports adaptés à la grande banlieue, notamment les bus à haut niveau de service.

Vous ne croyez pas aux mesures que présentera le président de la République ?

Ce que nous savons des travaux de Christian Blanc ne me paraît pas répondre à l'urgence que je viens d'évoquer. Il présente des perspectives à très long terme pour relier, par un mode ferré souterrain, trop lourd et trop coûteux, des pôles de développement économiques

alors que la Région privilégie des liaisons offrant un rapport qualité/coût mieux adapté et surtout une mise en œuvre beaucoup plus rapide.

Les collectivités ont-elles réellement les moyens de partir seules ?

C'est une décision qui engage l'avenir, les priorités et l'effort financier de nos neuf collectivités. C'est très nouveau. La région est dans le cœur de ses compétences et prend ses responsabilités. Les départements, qui jusqu'ici ne portaient pas la compétence transports, ont décidé de nous accompagner. J'ajoute que la SNCF, la RATP et les entreprises privées concessionnaires ont validé ce plan. Nous mettrons plus à le réaliser sans l'Etat mais nos collectivités peuvent aujourd'hui s'engager durablement et assumer des emprunts. Il y a aussi des possibilités budgétaires dans



Jean-Paul Huchon.

les contrats de plan avec l'Etat. Il suffirait que l'Etat se réengage sur un nouveau contrat de projet avec la région pour les années à venir.

Laissez-vous la porte ouverte à l'Etat ?

Si le président de la République, comme il l'a annoncé, veut prendre des mesures qu'il appelle beaucoup plus radicales, il lui suffit de venir à l'appui de ce plan, le plus ambitieux qui ait été proposé en la matière, et aujourd'hui, je lui dis « Chiche » !

Quel est le calendrier de la suite des opérations ?

Nous allons convoquer un conseil extraordinaire du STIF avant la fin du mois d'avril, afin de pouvoir saisir la Commission nationale du débat public avant la fin de l'année pour la désaturation de la Ligne 13, Eole, ainsi que le tracé et les fonctionnalités d'Arc Express. C'est le STIF qui en est en charge du plan. Depuis trois ans que les collectivités gèrent les transports, elles ont mis toutes leurs forces et leurs moyens pour améliorer les conditions de transports des Franciliens.

PROPOS RECUEILLIS PAR
DOMINIQUE MALÉCOT